



Montreuil, le 6 juillet 2018

## Aux organisations.

**Objet :** Intersyndicale Fonction publique du 05 juillet 2018.

Chères Camarades,  
Chers Camarades,

Une réunion intersyndicale Fonction publique s'est tenue hier soir dans nos locaux à Montreuil.

Les 9 organisations syndicales représentatives sont venues.

Dans la situation compliquée que nous connaissons, il faut y voir un signe important et positif que l'unité syndicale, sur un champ de plus de 5 millions de salariés, demeure un élément structurant de la période.

Cette rencontre n'avait évidemment pas pour but de déboucher sur un appel officiel à une nouvelle journée de grève Fonction publique pour le mois de septembre.

D'ailleurs, toutes les OS ont souligné qu'une telle perspective n'était pas à l'ordre du jour à ce stade.

En revanche, il s'est confirmé des analyses partagées sur le fait que les chantiers ouverts par le gouvernement n'avaient de concertation que le nom et que de lourds dangers pesaient sur la Fonction publique et ses agents.

A partir des propositions de la CGT, plusieurs dispositions ont fait l'objet d'un accord de principe :

- Sans préjuger du vote sur le texte définitif du décret qui doit passer au CCFP du 17 juillet, une lettre unitaire (rédigée par nous-même) à O. Dussopt sur le don de jours doit partir, sans doute lundi. Celle-ci réclame que, dans ce dispositif, les employeurs publics soient mis à contribution.
- Une série de réunions a eu lieu depuis plusieurs semaines sur la question de l'égalité professionnelle. Il semble que sur ce dossier essentiel, le gouvernement envisage une possible négociation pouvant potentiellement déboucher sur un protocole d'accord. La CGT a proposé le principe d'une lettre unitaire à Dussopt pour dire quels étaient les points saillants qui devaient être pris en compte pour que les organisations

**CGT Fonction Publique**

263, Rue de Paris - case 542 - 93514 Montreuil CEDEX

tel : 01 55 82 77 67 (UFSE) - tel : 01 55 82 88 20 (FDSP) - tel : 01 55 82 87 49 (Santé & AS)

syndicales considèrent qu'une négociation – et, à fortiori, un protocole d'accord - soit envisageable.

Cette proposition a recueilli l'accord unanime et la CGT doit proposer un projet très rapidement (avant la mi-juillet).

- S'agissant d'initiatives autour des groupes de travail actuellement en cours et, plus largement, des passages en force inacceptables du gouvernement, un ensemble de pistes ont été envisagées : boycott pur et simple de toutes les réunions à venir (mais aucune des organisations syndicales ne semble sur ce schéma), boycott de certaines réunions, déclarations unitaires et départ de certains groupes de travail, lettre ouverte aux ministres, conférence de presse unitaire, ...

A ce stade, comme depuis la veille, nous avons tous appris que O. Dussopt organisait une série de rencontres bilatérales (sans doute entre le 10 et le 16 juillet), nous sommes convenus qu'il fallait prendre en compte, même si personne ne se nourrit d'illusions, ces rendez-vous.

Par ailleurs, au niveau interprofessionnel, l'information très récente que FO allait selon toute vraisemblance proposer une rencontre à toutes les organisations syndicales de salariés et de jeunesse le 30 août prochain nécessite également d'être partie intégrante de notre démarche unitaire au niveau fonction publique.

Il a donc été décidé, pour que tous ces éléments soient connus et analysés, qu'il convenait de se revoir, après le 30 août et, très vraisemblablement, avant le 15 septembre pour arrêter, au niveau des trois versants de la fonction publique, les dispositions communes nécessaires.

La date de cette nouvelle rencontre (qui aura lieu à la FSU) sera précisée dans les prochains jours.